

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT
Office fédéral des
Affaires économiques extérieures

an	14	GICDIP				a/a
Datum	4	19.1				
Visa						
19. JAN. 1993						
Ref.	063.71					

BRD 890.0

Berne, le 28 décembre 1992

Note à Monsieur le Conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz

- Copie à:**
- Secrétariat du Président de la Confédération
 - Secrétaire d'Etat DFAE
 - Secrétaire général DFAE
 - Division politique I, DFAE
 - Secrétaire politique DFAE
 - Service économique et financier DFAE
 - DDIP, DFAE
 - OFAEE/BI: blf, jek, ari, gir, imb, spi, bal, zos, jag, ram, bro, ebe, was, col, nag, egg, sti, esh, maz
 - OFIAMT, DFEP
 - Office fédéral de l'agriculture DFEP
 - Banque nationale suisse, Zurich (2) et Berne
 - Mission suisse à Bruxelles
 - Délégation suisse, Genève et Paris
 - Représentation suisse, Strasbourg
 - Ambassade de Suisse: Athènes, Bonn, Bruxelles, Copenhague, Dublin, La Haye, Lisbonne, Londres, Luxembourg, Madrid, Paris, Rome, Helsinki, Oslo, Stockholm, Vienne, Tokyo, Washington, Budapest, Prague, Riga, Varsovie

Ma visite à Bonn des 16/17 décembre 1992

Je tiens tout d'abord à remercier l'Ambassadeur D. Chenux-Repond et son équipe de l'excellente préparation de cette délicate visite ainsi que de la stimulation intellectuelle dont il a l'habitude d'enrichir la Centrale. Ma visite fut parfaitement organisée et m'a permis, avec mes collègues Nagy, Colombo et Bachmann, d'avoir des entretiens avec les personnalités suivantes:

- M. Jürgen W. Möllemann, Ministre de l'Economie
- M. Bernd Schmidbauer, Ministre d'Etat à la Chancellerie
- M. Johann Eekhoff, Secrétaire d'Etat (économie), accompagné de M. R. Morawitz
- M. Hans Werner Lautenschlager, Secrétaire d'Etat (affaires étrangères)
- M. Lorenz Schomerus, Ministerialdirektor (économie).

En outre, l'Ambassadeur et Mme Chenux-Repond ont eu la gentillesse d'organiser un dîner mercredi soir à la résidence. De plus, j'ai donné une conférence de presse.

1. Appréciation générale

Qu'on le veuille ou non, le 6 décembre nous a mis hors du jeu. La Suisse ressemble de plus en plus à un homme d'Etat en retraite, jouissant toujours d'une honorabilité certaine, mais en perte de vitesse, car opérationnellement détaché et vivant de plus en plus de ses souvenirs; bien que toujours intéressant comme client économique, notre pays n'est plus un facteur dans le calcul de nos partenaires. Nous devenons, mutatis mutandis, le Taïwan de l'Europe, sans néanmoins avoir le zèle des petits Chinois de Formose... Suiza no existe?! Cela dit, les Allemands verraient d'un mauvais oeil une dépression économique en Suisse à la suite du 6 décembre à cause des "Verbundsvorteile" au Bade-Wurtemberg.

2. Intégration européenne

21 Nos interlocuteurs nous ont confirmé l'intérêt que les autorités allemandes attachent à une clarification de la position suisse après le rejet de l'accord EEE par le peuple et les cantons. C'est à l'initiative des Allemands que le Sommet d'Edimbourg a chargé la Commission des CE de rédiger son avis sur la demande d'adhésion helvétique en tenant compte de l'évolution du point de vue suisse. C'est également l'Allemagne qui a manifesté, par la voix du Chancelier Kohl, la volonté de tenir "toutes les portes ouvertes" à la Suisse.

Cela dit, nos interlocuteurs nous ont rappelé que la Communauté devait aller de l'avant. Les négociations officielles avec les pays de l'AELE candidats à l'adhésion, pour lesquels la Commission a déjà remis son avis (Autriche, Suède, Finlande) commenceront sans doute au début de 1993. En ce qui concerne l'accord EEE, il sera approuvé, du côté allemand, dans la version incluant la Suisse; on tentera d'éviter d'en modifier la substance dans le protocole additionnel qui permettra de le mettre en vigueur sans la Suisse. L'Allemagne est favorable à un protocole additionnel propre à faciliter, pour notre pays, une participation ultérieure. En revanche, aucune initiative n'a été prise jusqu'ici du côté allemand pour tenter de résoudre dans l'immédiat les complications qui pourraient résulter, dans l'application des accords existants, du fait que la Suisse ne pourra pas participer à l'EEE en même temps que les autres pays. C'est à notre pays de faire des propositions à cet effet.

Le Secrétaire d'Etat Lautenschlager a relevé que le Sommet d'Edimbourg avait apporté une solution au problème danois, mais que les conditions d'adhésion pour les nouveaux pays membres ne s'étaient pas assouplies pour autant. Un second rejet du Traité de Maastricht obligerait le Danemark à se retirer de la Communauté.

Du côté allemand, on doute fort que la Suisse puisse envisager une adhésion, maintenant que le peuple et les cantons ont refusé le premier pas que constitue

l'accord EEE. En revanche, on semble prêt à Bonn à réfléchir à l'éventualité d'une participation ultérieure de la Suisse à l'EEE, même si le nombre de participants se trouvait réduit par l'adhésion de plusieurs pays à la CE. L'hypothèse d'un élargissement de l'EEE à de nouveaux pays (pays baltes, pays d'Europe orientale) n'a pas encore fait l'objet, à Bonn, d'un examen particulier.

22 Entretiens avec le Secrétaire d'Etat Eekhoff, et M. Morawitz, Bundesministerium für Wirtschaft

Conséquences du votre négatif sur l'EEE

Du côté suisse, nous avons expliqué à nos interlocuteurs la configuration et les principales raisons du vote négatif et annoncé l'intention du gouvernement suisse de lancer un **programme de revitalisation** de l'économie, basé sur EUROLEX, mais comprenant également d'autres mesures de libéralisation (p.ex. révision de la loi sur les cartels).

Nous avons souligné que la position adoptée par le Conseil fédéral au lendemain du vote négatif de laisser ouvertes toutes les options signifie avant tout que nous n'entendons pas retirer notre demande pour des négociations d'adhésion. Il n'est d'autre part pas exclu que l'on puisse envisager un deuxième vote sur l'EEE, mais à condition que l'initiative vienne de la base, dans la meilleure hypothèse de la Suisse-allemande.

Dans cette dernière perspective, il serait souhaitable que l'EEE ne soit modifié que par un protocole additionnel qui l'adapterait techniquement pour tenir compte de la non participation de la Suisse, sans en changer le texte lui-même.

Cette manière de procéder a rencontré l'assentiment de nos interlocuteurs du ministère de l'économie pour lesquels c'est la seule manière de mettre en oeuvre rapidement l'EEE. Ceux-ci ont cependant soulevé le problème potentiel constitué par le fonds de cohésion, dont le montant restera mentionné tel quel dans l'accord. Nous avons pour notre part souligné qu'il n'est pas question d'envisager une contribution suisse au fonds de cohésion, qui serait interprétée comme un non-respect de la volonté populaire. Aussi bien Eekhoff que Morawitz nous ont prévenus qu'ils ne seraient pas étonnés que l'Espagne et le Portugal insistent sur le maintien du montant du fonds, bien que cela ne se justifie pas après ce qu'ils ont obtenu au Sommet d'Edimbourg au titre de la cohésion.

Dans l'immédiat, nous sommes en train d'établir la liste des problèmes entraînés par l'absence de la Suisse de l'EEE: il est dans l'intérêt mutuel de trouver des solutions praticables en ce qui concerne les règles d'origine, les produits agricoles transformés, les prescriptions techniques. Nous envisageons de le faire à travers la convocation du comité mixte de l'accord de libre-échange.

Nous avons également saisi l'occasion pour plaider en faveur d'un statut d'observateur pour la Suisse dans les organes de l'EEE pour

- permettre à la Suisse de rester au courant de l'adaptation graduelle de l'accord EEE au nouvel acquis communautaire
- utiliser les discussions sur la mise en oeuvre de l'accord par les autres pays de l'AELE pour montrer que les craintes exprimées pendant la campagne sur le vote du 6 décembre étaient infondées.

Ceci, tout en soulignant que nous n'étions pas disposés à payer ce statut avec des mesures de cohésion.

Nos interlocuteurs allemands du ministère de l'économie nous ont assurés de leur soutien, après coordination avec les affaires étrangères lors des prochaines discussions qui auront lieu dès le 17 décembre entre Etats membres sur les suites à donner à la non ratification de la Suisse.

23 Gespräch mit Staatssekretär Lautenschlager, Auswärtiges Amt (AA)

Im Gegensatz zum Bundeswirtschaftsministerium ist die Haltung im AA weniger offen gegenüber unseren Anliegen nach einer Offenhaltung aller Optionen der schweizerischen Integrationspolitik. Die EG-Kommission ist von den Mitgliedstaaten beauftragt worden, bis zum 21. Dezember dieses Jahres einen Bericht anzufertigen über das weitere Vorgehen zur Inkraftsetzung des EWR. Der deutsche Bundestag wird den EWR-Vertrag am 18. Dezember ratifizieren in seiner jetzigen Form, so dass damit die Möglichkeit der Inkraftsetzung mit einem Zusatzprotokoll zumindest aus dieser Sicht weiterhin gegeben ist. Trotz der Aufrechterhaltung unseres Beitrittsge- suchs fragt man sich im AA, ob die Schweiz "beitrittsfähig" sei nach der Ablehnung des EWR. Dies auch darum, da von den neuen Mitgliedern nicht nur die Annahme der Römer Verträge sondern "ein Beitritt zu Maastricht" verlangt werde. Zu den Ergebnissen von Edinburg wurde bemerkt, dass die Notwendigkeit der Gemeinschaft "zu zwölf" anerkannt worden sei, aber ein Weitergehen "à 10 oder 11" nicht das Ende der europäischen Integration bedeuten würde. Es sei heute viel wichtiger, die Dynamik der europäischen Integration aufrechtzuerhalten. Nach einem erneuten negativen Abstimmungsergebnis in Dänemark sei klar, dass Dänemark nicht mehr zur EG gehören werde; ein solches Ergebnis würde gewissermassen als passive Kündigung betrachtet. Dies sei Dänemark in Edinburg klar gesagt worden.

3. Mittel und Osteuropa

Im Auswärtigen Amt (AA) scheint man Probleme vorherzusehen beim EG-Beitritt der skandinavischen Länder bezüglich deren Freihandelsabkommen mit den baltischen Staaten. Ich habe auch die Frage aufgeworfen, inwiefern Länder wie Polen, Ungarn und die CSFR (wobei man im AA schon von zwei Vertragsparteien in Bezug auf das Assoziationsabkommen mit der CSFR spricht) vorgängig zur geplanten EG-Mitgliedschaft allenfalls der EFTA bzw. dem EWR-Vertrag beitreten könnten; im AA stellt man sich die Frage, ob dies wohl nicht eher einen Umweg zur anvisierten EG-Mitgliedschaft darstellen würde.

4. Bilaterale Fragen

Im Gespräch mit Ministerialdirigent Morawitz (der kurzfristig für Ministerialdirektor Kühn eingesprungen war) wurde auch die Gelegenheit benutzt, auf einige bilaterale Fragen einzugehen.

41 Öffentliches Beschaffungswesen

Wie im überreichten Antwortschreiben von Bundesrat Delamuraz an Wirtschaftsminister Möllemann erwähnt, wurde unsererseits der Hoffnung Ausdruck gegeben, im Rahmen des GATT eine Lösung zu finden und die Bereitschaft gezeigt, bilaterale Gespräche zu führen.

42 Probleme Schweizerischer Firmen in den Neuen Ländern (NL)

Wir haben auf zwei Fälle hingewiesen, bei denen Schweizer Firmen bei der Übernahme von Unternehmen von der Treuhandanstalt Problemen begegnet sind (Sandoz, Alcor AG).

Die deutsche Seite begrüsst das Engagement schweizerischer Unternehmen in den NL ausdrücklich. Die führende Stellung in Bezug auf die Anzahl Firmenübernahmen wird anerkannt. Es wird versprochen, den beiden erwähnten Fällen nachzugehen.

43 Revision des deutschen Gesundheits-Reform-Gesetzes

Auf die entsprechende Anfrage der schweizerischen Pharmaindustrie wurde der deutschen Seite ein Pro Memoria zu den aus schweizerischer Sicht störenden Änderungen in der erwähnten Gesetzesrevision übergeben. Es wurde auch darauf hingewiesen, dass das deutsche Beispiel der Preissenkung für Pharmaprodukte (im Gegensatz zu der in der Schweiz praktizierten Beschränkung der Preiserhöhung) eine bedenkliche Signalwirkung für andere Länder haben könnte, nicht zuletzt auf Drittweltländer. Die deutsche Seite wies auf die Schwierigkeit hin, in nächster Zeit auf eine Gesetzesrevision zurückzukommen, die im Bundestag durch eine starke Mehrheit angenommen worden ist.

44 Dreiecksgeschäfte Schweizerischer Handelsfirmen (Zwischenhandelsgesellschaften)

Die deutschen Vorschriften zur Umsetzung der EG-Richtlinien im Mehrwertsteuersektor haben schwerwiegende Anwendungsprobleme im Zwischenhandel (auf welchen rund 60 % des gesamten Handels in der EG entfallen) aufgeworfen. Deutschland wünscht eine Änderung der Richtlinien. Daraus erklärt sich, dass auch Geschäfte schweizerischer Zwischenhändler, die mit Deutschland arbeiten, nicht nach klaren Bestimmungen abgewickelt werden können. Die deutsche Seite anerkannte die Unsicherheit und erklärte, die Angelegenheit werde in der EG im Ecofin-Rat am 21. Dezember 1992 weiterbehandelt werden. Die Sache wird durch die schweizerische Botschaft in Bonn weiter mit den deutschen Behörden verfolgt.

5. GATT

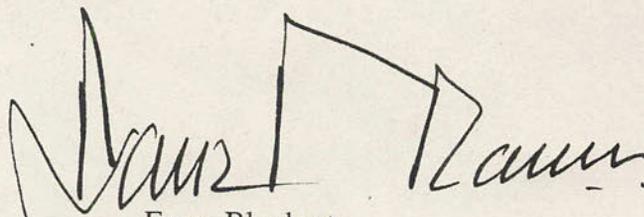
Eine Verlängerung des "fast track" in den USA wäre nicht günstig, weil dies mit "riders" erkaufte werden müsste, z.B. in Bezug auf Handel/Umwelt.

EG-seitig ist der Rat vom 28./29.12. entscheidend. Alsdann muss, nach dem Rücktritt der zwei zuständigen Kommissare, der Deal bis zum 19.1.93, d.h. vor der Amtseinführung des neuen US-Präsidenten (20.1.93) paraphiert sein, damit die alte Administration vor dem 3.2.93, d.h. 90 Tage vor dem Ablauf des "fast track", dem US-Kongress die Vorlage unterbreiten kann. Dieser Zeitplan geht auf, falls die Kommission den Mut hat, die Verhandlungen in eigener Kompetenz zu führen und die Mitgliedstaaten vor ein "take it or leave it" zu stellen.

In Paris ist das Industrieministerium mit dem voraussichtlichen Deal einverstanden. Das Aussen- und das Landwirtschaftsministerium bremsen mit Blick auf die Wahlen von Ende März. In der Sache wird Frankreich nach den Wahlen, aber vor Ablauf des "fast track" nachgeben.

6. Deutsche Strukturprobleme

Schomerus gab seiner Beunruhigung ob der wachsenden Strukturprobleme in der BRD Ausdruck: Automobile, Verkehr, Bau, Kohle, gar Chemie (Bitterfeld) und vor allem Stahl. Die Ausübung der Stahlkrise gem. Art. 58 EGKSV ist nicht ausgeschlossen. Mit Blick auf die neuen Bundesländer schiebt die CDU auf staatswirtschaftliche Mittel, was einen binnenwirtschaftlichen Trend auslösen könnte, vor allem wenn die GATT-Runde nicht reüssiert. So hat der Kanzler in den neuen Bundesländern Standorterhaltungszusagen gemacht, die wirtschaftspolitisch mit liberalen Mitteln nicht durchzuziehen sind. All dies erinnert an die ehemalige katholische Soziallehre mit reduzierter Marktwirtschaft (Aalener Programm 1947).



Franz Blankart